

Nous enseignants de Montereau, syndiqués SNUDI-FO 77 et réunis en AG vendredi 29 novembre, considérons que les mesures budgétaires comprises dans le projet de loi de finance, et dans le projet de loi de finance de la sécurité sociale, constituent des attaques contre les fonctionnaires d'une gravité exceptionnelle.

- Extension à 3 jours du délai de carence
- Baisse de 10 % du salaire en cas d'arrêt maladie
- Nouvelle année de gel du point d'indice
- Suspension de la GIPA
- Baisse du taux de prise en charge des consultations médicales par la sécurité sociale
- La suppression d'un jour férié

Depuis deux décennies notre pouvoir d'achat a perdu plus de 28 % de sa valeur, conduisant à un véritable appauvrissement des enseignants !

Des dizaines de milliers de postes ont été supprimés, et 4000 le seront pour notre seul ministère, conduisant à des conditions d'exercice et d'apprentissage intolérables.

Ces politiques ont été reprises, maintenues et « assumées » par l'ensemble des gouvernements en place, et nous serions-nous, responsables de la dette au nom de laquelle le gouvernement Macron-Barnier-Kasbarian s'en prend à nos conditions d'existence ?

Alors que nombre d'entre nous sont déjà amenés à renoncer à des soins faute de pouvoir assumer financièrement leur prise en charge, le gouvernement entend punir d'amende la maladie !

C'est inacceptable, le gouvernement doit revenir sur son projet et retirer l'ensemble de ces mesures !

C'est pourquoi, réunis en assemblée générale, nous décidons d'entrer en grève jeudi 5 décembre pour :

- *Le maintien des 4 000 postes d'enseignants supprimés dans le projet de budget et une campagne de recrutement massive*
- *La suppression de tous les jours de carence en cas de maladie*
- *Le maintien de la totalité du salaire pendant les trois premiers mois d'arrêt de travail*
- *Le maintien du remboursement des consultations médicales à son niveau actuel*
- *Le maintien des jours fériés et la suppression de la journée dite de solidarité, qui n'est que du travail gratuit*
- *L'augmentation générale des salaires des fonctionnaires et de l'ensemble des agents qui travaillent dans la fonction publique, par l'augmentation du point d'indice à hauteur des pertes subies depuis 2000*
- *Le maintien du statut général de la fonction publique et des statuts particuliers ; non au salaire au mérite, non aux licenciements !*
- *L'arrêt du pilotage/pilonnage par objectifs de résultats*
- *L'abrogation de la réforme Macron-Borne des retraites*

**Nous enseignants signataires, décidons d'envoyer une déclaration d'intention de grève couvrant l'ensemble des jours de classe à partir du 5 décembre, et de convoquer une assemblée générale de grève le matin-même afin de décider des suites que nous donnerons à cette mobilisation (le lieu sera communiqué ultérieurement).**

**Nous appelons l'ensemble de nos collègues à nous rejoindre, dans l'unité syndicale pour opposer nos revendications aux plans du gouvernement.**

**Nous mandatons l'un d'entre-nous afin de nous représenter le cas échéant sur la base de nos revendications.**

Karim Benatti – Sandrine De Sousa – Audrey Morvan – Angélique Bretin – Natacha Legros – Caroline Pimet – Marie-Lyne Bourreau – Léa Duaux – Laurie Lecoustre – Laurence Roux – Sandra Mathou – Claudie Saint André – Fabienne Lairot – Charlotte Coiron – Stéphanie Moussy – Inès Trukan – Marie Ballereau-Garcia – Sylvie Régnier – Annick Condaminet – David Candy – Mélisande Luthereaux – Edwige Cots – Stéphanie Prisé – Julie Salgado – Audrey Candy – Mélanie Heller – Jennyfer Boudard – Sinem Korkmaz – Songül Haddad – Lilya Benali – Sara Driouache-Lis – Tiphaine Blondelot – Jérôme Blondelot – Bruno Pestel